

G

GABON. — Voy. *T. O. M.*, §§ 158, 193, 204, 251, 296, 312.

GAERTNER (Profits réalisés par M. — constructeur du mur de l'Atlantique). — Voy. BUDGET, *Exercice 1949* (n° 5754).

GAFSA (Bénéfices réalisés par les trusts des phosphates de). — Voy. BUDGET, *Exercice 1949* (n° 5754).

GAILLAC (Tarn). — Voy. *Accidents*, §§ 14, 15, 16.

GANDHI.

Proposition de résolution de M. Maurice Schumann et plusieurs de ses collègues relative à la mort du Mahatma Gandhi, présentée à l'Assemblée Nationale le 30 janvier 1948, n° 3197. Adoption le 30 janvier 1948. — Résolution n° 704.

DISCUSSION [30 janvier 1948] (p. 323). Sont entendus dans la discussion générale : MM. Lambert-Saravane, André Marie, *Garde des Sceaux*; clôture de la discussion générale (p. 323); adoption (*ibid.*).

GANGES (Hérault). — Voy. *Calamités atmosphériques*, § 137.

GARAGES.

— classement des. — Voy. *Villes sinistrées*, § 2.

Voy. aussi : *Loyers*, § 129.

GARANTIE.

— des conseils généraux et municipaux à des emprunts contractés par les offices publics H.L.M. et crédit immobilier. — Voy. *Construction immobilière*, § 17.

— constitutionnelle aux membres du Parlement. — Voy. *Parlementaires*, § 4.

— de l'Etat à la Caisse des marchés. — Voy. *Caisse des marchés*, §§ 1^{er}, 2, 3.

GARD (DÉPARTEMENT DU). — Voy. *Calamités atmosphériques*, §§ 42, 44, 103, 260, 382, 390.

GARDE.

— des eaux et forêts. — Voy. *Eaux et forêts*, §§ 4, 9.

— meubles. — Voy. *Commerce et industrie*, § 120.

GARDE RÉPUBLICAINE.

§ 1^{er}. — Proposition de résolution de M. Frédéric-Dupont tendant à inviter le Gouvernement

à réserver à la sécurité et au service de la capitale la Garde républicaine de Paris, présentée à l'Assemblée Nationale le 15 février 1949 (renvoyée à la Commission de l'intérieur), n° 6451.

§ 2. — Proposition de résolution de M. Joinville (Alfred Malleret) et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à respecter les droits des gardes républicains et les lois et règlements qui les régissent : 1° en arrêtant leur départ en Indochine; 2° en rapatriant ceux qui y ont été envoyés; 3° en libérant ceux qui ont été condamnés en infraction à la légalité républicaine, présentée à l'Assemblée Nationale le 6 juillet 1949 (renvoyée à la Commission de la défense nationale), n° 7763.

§ 3. — Retraités de la. — Voy. *Indemnités*, § 34.

GARDERIES.

— d'enfants. — Voy. *Enfance (protection de l')*, §§ 7, 10.

GARDIENS.

— d'immeuble (relogement des). — Voy. *Logement (crise du)*, § 19.

GARDIENS DE PRISON (Situation des).

— Voy. BUDGET, *Exercice 1947*, JUSTICE (n° 1180).

GARES.

— buffets et buvettes des. — Voy. *Chemins de fer*, § 7.

— internationales de Quevy et de Jeumont. — Voy. *Traité et conventions*, § 38.

— locaux réservés aux enfants. — Voy. *Chemins de fer*, § 8.

— routières (exploitation des). — Voy. *Transports*, § 24.

— routières (police des). — Voy. *Indemnités*, § 13.

GARGAS. — Voy. *Calamités atmosphériques*, § 50.

GARNISON.

— classement de Privas (Ardèche) comme ville de. — Voy. *Armée*, § 30.

GASCOGNE. — Voy. *Carburants*, § 16. — *Crédits (Ministère de l'Intérieur)*, § 5. — *Forêts*, §§ 8, 19, 20, 27.

GAULLE (Tendance générale à faire appel au général de). — Voy. BUDGET, *Exercice 1949* (n° 5754).

GAVRES. — Voy. *Côtes (protection des)*, § 2.

GAZ.

§ 1^{er}. — Proposition de loi de Mme Nédelec et plusieurs de ses collègues tendant à l'annulation des créances de l'Etat sur les villes d'Aubagne et de La Ciotat (Bouches-du-Rhône) pour les sommes versées par le Ministère des Finances pour permettre à ces villes de continuer la distribution du gaz aux usagers, présentée à l'Assemblée Nationale le 6 mai 1947 (renvoyée à la Commission des finances), n° 1242.

§ 2. — Proposition de loi de M. Louvel tendant à abroger l'acte dit « loi du 15 février 1941 » relative à l'organisation de la production, du transport et de la distribution du gaz, présentée à l'Assemblée Nationale le 11 juillet 1947 (renvoyée à la Commission de la production industrielle), n° 1988; rapport le 17 août par M. Alfred Krieger, n° 2428. Adoption en 1^{re} délibération le 5 décembre 1947 sous le titre : « Proposition de loi tendant à constater la nullité de l'acte dit « loi du 15 février 1941 » relative à l'organisation de la production, du transport et de la distribution du gaz. ». — Proposition de loi n° 579.

Transmise au Conseil de la République le 12 décembre 1947 (renvoyée à la Commission de la production industrielle), n° 875 (année 1947); rapport le 5 février 1948 par M. Siaut, n° 58 (année 1948). Avis n° 17 (année 1948) donné le 10 février 1948.

Avis défavorable du Conseil de la République transmis à l'Assemblée Nationale le 10 février

1948 (renvoyé à la Commission de la production industrielle), n° 3309.

§ 3. — Proposition de loi de M. Eugène Rigal et plusieurs de ses collègues tendant à prohiber toute application rétroactive des modifications aux tarifs de prestations de gaz et d'électricité, présentée à l'Assemblée Nationale le 24 février 1948 (renvoyée à la Commission de la production industrielle), n° 3542; rapport le 20 mai par M. Lespès, n° 4280.

§ 4. — Proposition de loi de MM. Alfred Krieger et Furaud tendant à mettre à la charge de l'Etat, les pertes subies par les exploitations gazières du fait de la réglementation officielle des prix et des circonstances de guerre et d'après-guerre, présentée à l'Assemblée Nationale le 8 décembre 1949 (renvoyée à la Commission de la production industrielle), n° 8644.

§ 5. — Proposition de loi de M. Védrières et plusieurs de ses collègues tendant à maintenir le prix du gaz à son taux actuel : 1° en faisant supporter par l'Etat, les indemnités pour charges extra-contractuelles subies dans l'exploitation et la distribution du gaz, et réclamées aux villes et aux communes par Gaz de France ou diverses sociétés gazières; 2° en prenant des mesures économiques et techniques permettant de supprimer le déficit financier de l'exploitation et de la distribution du gaz, présentée à l'Assemblée Nationale le 29 mars 1950 (renvoyée à la Commission de la production industrielle), n° 9669.

§ 6. — Projet de loi portant règlement des charges extra-contractuelles des entreprises gazières nationalisées et des autres entreprises concessionnaires de services publics, présenté à l'Assemblée Nationale le 23 mai 1950 par M. Jean-Marie Louvel, Ministre de l'Industrie et du Commerce (renvoyé à la Commission de la production industrielle), n° 9994 (1).

§ 7. — Proposition de loi de Mme Duvernois et plusieurs de ses collègues tendant à surseoir à toute augmentation du prix du gaz, présentée à l'Assemblée Nationale le 5 janvier 1951 (renvoyée à la Commission de la production industrielle), n° 11870.

§ 8. — avantages aux familles nombreuses concernant la consommation du. — Voy. *Familles nombreuses*, § 3.

— cahier des charges type. — Voy. *Familles nombreuses*, § 4.

— charges subies dans l'exploitation du. — Voy. *Collectivités locales*, §§ 19, 21. — *Gaz*, § 5.

— exploitations de. — Voy. *Commerce et industrie*, § 63.

— de France. — Voy. *Collectivités locales*, §§ 20, 21.

— nationalisation du. — Voy. *Algérie*, § 156.

— *Nationalisations*, §§ 6, 17, 21, 26, 27, 28, 30, 32, 33, 35.

— naturel (recherche du). — Voy. *Carburants*, § 24.

— oil. — Voy. *Essence*, § 10. — *Pêche*, §§ 8, 9.

— participation au déficit d'exploitation du gaz de France. — Voy. *Budget de l'exercice 1948*, § 47.

— personnel du. — Voy. *Electricité de France*, § 2. — *Services publics (personnels des)*, § 1^{er}.

— redevances pour location de compteurs. — Voy. *Electricité de France*, § 4.

— structure de Gaz de France. — Voy. *Nationalisations*, § 20.

— tarif préférentiel pour le. — Voy. *Economiquement faibles*, §§ 38, 75.

— toxique. — Voy. *Hygiène et santé publique*, § 34.

— vente du. — Voy. *Energie électrique*, § 2.

— (**Prix du**). — Voy. BUDGET 1951 (n° 11040).

— (**Usagers du — de la Ciotat et d'Autagne**). — Voy. BUDGET, *Exercice 1948*, FINANCES (n° 2659).

GAZ DE FRANCE. — Voy. BUDGET DE 1949 (n° 5943).

— (**Conséquences d'une insuffisance de crédit pour le**). — Voy. BUDGET, *Exercice 1949* (n° 5754).

— (**Déficit du**). — Voy. BUDGET 1950 (n° 8337) (*Industrie et commerce*).

— (**Prêts à**). — Voy. BUDGET, *Exercice 1950* (n° 8582). — *Exercice 1951* (n° 11766 bis)

(1) Retiré par décret le 29 novembre 1950.

(*Investissements économiques et sociaux*) [6 mai 1951 (p. 4684).

GAZ BUTANE.

§ 1^{er}. — Proposition de loi de Mme Denise Bastide et plusieurs de ses collègues tendant au remboursement des sommes indûment perçues par diverses sociétés de gaz butane, en ce qui concerne le prix de consigne des bouteilles de cette compagnie, présentée à l'Assemblée Nationale le 10 décembre 1948 (renvoyée à la Commission des affaires économiques), n° 5801.

§ 2. — Voy. aussi : *Carburants*, § 4.

G. C. R. (Sanctions à prendre contre le directeur de la). — Voy. BUDGET, *Exercice 1947*, PRÉSIDENCE DU CONSEIL (n° 1180).

GEL.

— Prêts aux cultivateurs victimes du. —
— Voy. *Crédit agricole*, §§ 7, 8.

GELÉE.

— octroi de semences aux cultivateurs victimes des. — Voy. *Bk*, §§ 20, 23.

— producteurs de fruits victimes des. —
Voy. *Calamités atmosphériques*, § 65.

— récoltes atteintes par les — Voy. *Calamités atmosphériques*, §§ 2, 3, 30, 69.

— dans la vallée de l'Aygues, le 22 février 1948. — Voy. *Inflation (lutte contre l')*, § 70.

Voy. aussi : *Viticulture*, §§ 18, 44.

GENDARMERIE NATIONALE.

§ 1^{er}. — Proposition de résolution de M. Crouzier tendant à inviter le Gouvernement à disjoindre des textes formant le statut futur de l'armée, les dispositions concernant la gendarmerie nationale afin de réaliser, par son rattachement à la Présidence du Conseil, une réforme de structure de cette force publique, présentée à l'Assemblée Nationale le 28 octobre 1947 (renvoyée à la Commission de la défense nationale), n° 2576; rapport collectif le 9 mars 1948 par M. Métayer, n° 3715 (Voy. *ci-dessous*, § 2).

§ 2. — Proposition de résolution de M. Yves Fagon tendant à inviter le Gouvernement à constituer au sein du Sous-Secrétariat d'Etat à la Guerre une direction spéciale de la gendarmerie, présentée à l'Assemblée Nationale le 11 décembre 1947 (renvoyée à la Commission de la défense nationale), n° 2818; rapport collectif le 9 mars 1948 par M. Métayer, n° 3715 (Voy. *ci-dessus*, § 1^{er}).

§ 3. — Proposition de loi de M. Jean-Paul David tendant à introduire dans les textes devant former le statut futur des armées de la France, les dispositions concernant la gendarmerie nationale, par modification de certains articles de la loi organique de ce corps, en date du 29 germinal an VI, afin de réaliser, par son rattachement direct au Ministère des Forces armées, une réforme de structure de l'armée de spécialistes que constitue la gendarmerie gardienne de l'ordre public et de la sécurité intérieure de la République. présentée à l'Assemblée Nationale le 13 mai 1948 (renvoyée à la Commission de la défense nationale), n° 4200.

§ 4. — Proposition de loi de M. Bougrain tendant à modifier les limites d'âge des lieutenants, capitaines et chefs d'escadron, dans la gendarmerie nationale, présentée à l'Assemblée Nationale le 8 juin 1948 (renvoyée à la Commission de la défense nationale), n° 4477.

§ 5. — Proposition de résolution de M. Clostermann tendant à inviter le Gouvernement à rapporter, en ce qui concerne la Gendarmerie, les mesures suspendant l'avancement des officiers généraux et colonels, présentée à l'Assemblée Nationale le 26 juin 1948 (renvoyée à la Commission de la défense nationale), n° 4734.

§ 6. — Proposition de résolution de M. Giacomoni tendant à inviter le Gouvernement à prendre toutes mesures nécessaires pour la sauvegarde des droits des gendarmes, présentée au Conseil de la République le 30 décembre 1948 (renvoyée à la Commission de la défense nationale), n° II-119 (année 1948); rapport le 10 février 1949 par M. Corniglion-Molinier, n° 99 (année 1949). Adoption le 22 février 1949. Résolution n° 41 (année 1949).

§ 7. — Projet de loi portant incorporation de la gendarmerie de l'air et de la gendarmerie

maritime dans la gendarmerie nationale, présenté à l'Assemblée Nationale le 28 mars 1950 par M. René Pleven, Ministre de la Défense nationale (renvoyé à la Commission de la défense nationale), n° 9639 ; rapport collectif le 24 juillet par M. Yves Fagon, n° 10724 (Voy. *ci-dessous*, § 8) ; rapport supplémentaire le 2 février 1951 par M. Yves Fagon, n° 12060.

§ 8. — Proposition de loi de M. Gau tendant : 1° à régulariser la situation du personnel des gendarmerie maritime et de l'air intégré dans la gendarmerie nationale par décret n° 47-1843 du 18 septembre 1947, texte reconnu illégal par un arrêt du Conseil d'Etat en date du 28 octobre 1949 ; 2° à regrouper dans deux légions spécialisées de gendarmerie, ces deux catégories de gendarmes en vue d'en obtenir un meilleur rendement, présentée à l'Assemblée Nationale le 30 mars 1950 (renvoyée à la Commission de la défense nationale), n° 9679 ; rapport collectif le 24 juillet par M. Yves Fagon, n° 10724 (Voy. *ci-dessus*, § 7).

§ 9. — Proposition de résolution de M. Chochoy et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à rouvrir les délais d'admission dans la gendarmerie de jeunes gens appartenant aux classes qui n'ont pas été appelées sous les drapeaux, présentée au Conseil de la République le 16 mai 1950 (renvoyée à la Commission de la défense nationale), n° 321 (année 1950).

§ 10. — Proposition de loi de M. André Monteil tendant à réparer un préjudice de carrière subi par certaines catégories d'officiers de gendarmerie dégagés des cadres, présentée à l'Assemblée Nationale le 30 mai 1950 (renvoyée à la Commission de la défense nationale), n° 10090.

§ 11. — Proposition de loi de M. Médecin et plusieurs de ses collègues tendant à la création d'une carte de prévôtal destinée aux militaires des prévôtés de l'avant, au titre de combattant, présentée à l'Assemblée Nationale le 30 janvier 1951 (renvoyée à la Commission des pensions), n° 11990.

§ 12 — Proposition de loi formulée par M. Courrière et plusieurs de ses collègues tendant à la revalorisation des majorations spéciales à la gendarmerie en ce qui concerne les pensions, présentée au Conseil de la République le 20 fé-

vrier 1951, transmise à l'Assemblée Nationale le 20 février 1951 (renvoyée à la Commission des pensions), n° 12267.

§ 13. — Proposition de loi de M. Penoy tendant à la revalorisation des majorations spéciales à la gendarmerie en matière de pensions, présentée à l'Assemblée Nationale le 2 mars 1951 (renvoyée à la Commission des pensions), n° 12407-

§ 14. — de l'air et gendarmerie maritime. — Voy. *Gendarmerie nationale*, §§ 7, 8.

— d'Alsace - Lorraine. — Voy. *Alsace et Lorraine*, §§ 22, 57, 62.

— dépenses de. — Voy. *Fonctionnaires*, § 67.

— retraités de la. — Voy. *Indemnités*, § 34.

GENDARMERIE (Importance de la). — Voy. BUDGET, *Exercice 1948* (n° 4059).

GENDARMES.

— droit des. — Voy. *Gendarmerie nationale*, § 6.

— indemnité de difficultés administratives et d'existence au. — Voy. *Alsace et Lorraine*, § 62.

GÉNÉRAL LUIS FERNANDEZ (Expulsion du). — BUDGET, *Exercice 1949* (n° 5653).

GÉNÉRALISSIME. — Voy. BUDGET, *Exercice 1948* (n° 4059).

GÉNÉRAUX (Affaire des). — Voy. BUDGET de 1951 (*Intérieur*) (n° 11041) [6 février 1951] (p. 790, 796).

GÉNÉRAUX AMÉRICAINS (Mise de notre infanterie à la disposition des). — Voy. BUDGET, *Exercice 1949* (n° 5964).

GÉNIE RURAL (Intervention des fonctionnaires du — dans les affaires communales. — Voy. Budget 1951 (n° 12850) (*Exécution du budget 1951*) [18 mai 1950] (p. 5546).

GENLIS (Côte-d'Or). — Voy. *Calamités atmosphériques*, § 102.

GÉNOCIDÉ.

— crime de. — Voy. *Traités et conventions*, § 76.

GENS.

— de maisons. — Voy. *Traitements et salaires*, § 42. — *Traités et conventions*, § 9. — *Travail (Réglementation du)*, § 27.

— de service. — Voy. *Code du Travail*, § 15.

GÉOLOGIE SPÉCIALE (Centre de). — Voy. BUDGET 1951 (n° 12850) (*Exécution du budget 1951*) [18 mai 1951] (p. 5528).

GÉOMÈTRES.

§ 1^{er}. — Proposition de loi de M. Kuehn tendant à modifier les articles 3 et 8 de la loi du 7 mai 1946 instituant l'ordre des géomètres-experts, présentée à l'Assemblée Nationale le 4 mars 1947 (renvoyée à la Commission de l'éducation nationale), n° 808.

§ 2. — Proposition de loi de M. Wasmer tendant à modifier l'article 29 de la loi du 7 mai 1946 instituant l'ordre des géomètres-experts, présentée à l'Assemblée Nationale le 30 mai 1947 (renvoyée à la Commission de l'éducation nationale), n° 1517.

§ 3. — Proposition de loi de M. Coudray tendant à modifier la loi du 7 mai 1946 instituant l'ordre des géomètres-experts, présentée à l'Assemblée Nationale le 23 juin 1947 (renvoyée à la Commission de l'éducation nationale), n° 1808; rapport le 1^{er} juillet 1949 par M. Kir, n° 7709.

§ 4. — Proposition de loi de M. Mont complétant la loi du 7 mai 1946 concernant l'exercice de la profession de géomètre-expert, présentée à l'Assemblée Nationale le 26 juillet 1949 (renvoyée à la Commission de l'éducation nationale), n° 8040.

§ 5. — Proposition de loi de M. Gaston Julian et plusieurs de ses collègues tendant à faire bénéficier les victimes de la guerre des mesures transitoires prévues au titre III de la loi n° 46-942 du 7 mai 1946 instituant l'ordre des géomètres-experts, présentée à l'Assemblée Nationale le 30 juin 1950 (renvoyée à la Commission de l'éducation nationale), n° 10502.

§ 6. — Projet de loi complétant, en ce qui concerne les victimes de la guerre, la loi n° 46-942 du 7 mai 1946 instituant l'ordre des géomètres-experts, présenté à l'Assemblée Nationale le 4 août 1950 par M. Louis Jacquinot, Ministre des Anciens combattants et Victimes de la guerre (renvoyé à la Commission de l'éducation nationale), n° 10906; rapport le 6 avril 1951 par M. Albert Masson, n° 12731. Adoption sans débat en 1^{re} délibération le 27 avril 1951 (1^{re} séance). — Projet de loi n° 3050.

Transmis au Conseil de la République le 2 mai 1951 (renvoyé à la Commission de l'éducation nationale), n° 326 (année 1951).

GÉRANCES.

— libres de fonds de commerce. — Voy. *Fonds de commerce*, § 4.

GÉRANTS.

— d'agences postales. — Voy. *P.T.T.*, § 43.
— salariés des maisons d'alimentation. — Voy. *Impôts (Dispositions générales)*, §§ 55, 68.
— *Travail (Réglementation du)*, § 29.
— de société. — Voy. *Sécurité sociale*, § 99.
— de sociétés à responsabilité limitée. — Voy. *Impôts directs*, §§ 1^{er}, 9. — *Sociétés*, § 3.
— succursalistes de maisons d'alimentation. — Voy. *Commerce et industrie*, §§ 15, 89, 123.

GERS (Département du). — Voy. *Calamités atmosphériques*, §§ 228, 380.

GESTION.

— des entreprises nationalisées. — Voy. *Entreprises nationalisées*, §§ 5, 10, 11. — *Nationalisations*, §§ 7, 15.
— des organismes de sécurité sociale. — Voy. *Sécurité sociale*, § 111.

— des services dépendant de l'Etat. — Voy. *Budget de l'Etat*, § 18.

GESTION DU DOMAINE MILITAIRE.

— Voy. BUDGET, *Exercice 1947* (n° 2106).

GESTION FINANCIÈRE (Boutade du baron Louis sur la). — Voy. BUDGET, *Exercice 1949* (n° 5653).

GIBIER.

— destiné au repeuplement. — Voy. *Chasse*, §§ 11, 16, 20.

— destruction du. — Voy. *Animaux nuisibles*, § 8.

— dommages causés aux récoltes par le. — Voy. *Indemnités*, § 8.

— nuisible. — Voy. *Animaux nuisibles*, § 9.

— *Chasse*, § 23.

G. I. O. M. — Voy. *Agriculture*, § 111.

GIRAUD (Général).

§ 1^{er} — Projet de loi portant que le général d'armée Giraud (Henri-Honoré) qui a commandé en chef devant l'ennemi sera inhumé dans l'Hôtel national des Invalides et portant ouverture de crédits pour ses funérailles nationales, présenté à l'Assemblée Nationale le 12 mars 1949 par M. Paul Ramadier, Ministre de la Défense nationale (renvoyé à la Commission de la défense nationale), n° 6815. Adoption en 1^{re} délibération le 12 mars 1949. — Projet de loi n° 1675.

Transmis au Conseil de la République le 12 mars 1949 (renvoyé à la Commission de la défense nationale), n° 255 (année 1949); rapport par M. Berthoin, n° 256 (année 1949) et Avis n° 89 (année 1949) donné le 12 mars 1949.

Avis conforme du Conseil de la République, transmis à l'Assemblée Nationale le 12 mars 1949. — Projet de loi n° 1679.

Loi du 14 mars 1949, publiée au *J. O.* des 14 et 15 mars.

§ 2. — Proposition de résolution de M. Pierre Montel et plusieurs de ses collègues tendant à

inviter le Gouvernement à accorder à Mme la générale Giraud une pension exceptionnelle, présentée à l'Assemblée Nationale le 21 juin 1949 (renvoyée à la Commission de la défense nationale), n° 7551; rapport le 23 juin par M. Triboulet, n° 7596. Adoption sans débat le 1^{er} juillet 1949 (2^e séance). — Résolution n° 1889.

§ 3. — Projet de loi portant attribution d'un supplément exceptionnel de pension à la veuve du général d'armée Giraud, présenté à l'Assemblée Nationale le 23 juillet 1949 par M. Paul Ramadier, Ministre de la Défense nationale (renvoyé à la Commission des pensions), n° 8010; lettre rectificative le 9 mai 1950, n° 9888; rapport le 7 juin par M. Emile-Louis Lambert, n° 10205. Adoption sans débat en 1^{re} délibération le 21 juillet 1950 (1^{re} séance). — Projet de loi n° 2522.

Transmis au Conseil de la République le 25 juillet 1950 (renvoyé à la Commission des pensions), n° 542 (année 1950); rapport le 27 juillet par M. Gatuin, n° 576 (année 1950). Avis n° 227 (année 1950) donné le 3 août 1950.

Avis conforme du Conseil de la République, transmis à l'Assemblée Nationale le 3 août 1950 (3^e séance). — Projet de loi n° 2615.

Loi du 17 août 1950, publiée au *J. O.* du 18 août.

GIRONDE (Département de la). — Voy. *Calamités atmosphériques*, §§ 104, 138, 139, 142, 244, 379. — *Sinistres*, § 31. — *Viticulture*, § 50.

GISEMENTS HOULLERS. — Voy. *Charbon*, § 8.

GISORS (Compagnie Fives-Lille de). — Voy. BUDGET 1951 (*Défense nationale*), (n° 11764) [18 mai 1951] (p. 5415).

GIVORS. — Voy. *Calamités atmosphériques*, § 93.

GONNERVILLE (Manche).

— propriétaires de terrains de. — Voy. *Expropriations*, § 19.

GOUIN (Félix). — Voy. *Vin (Scandale du)*, § 1^{er}.

GOUMIERS.

— et mokhaznis (Indemnité aux). — Voy. *Algérie*, § 191.

GOURDAU-POLIGNAN.

— collège technique de. — Voy. *Enseignement technique*, § 13.

GOUTTE DE LAIT.

Proposition de résolution de Mme Rabaté et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à déposer un projet tendant à l'organisation de « Goutte de lait », présentée à l'Assemblée Nationale le 6 juillet 1948 (renvoyée à la Commission de la famille), n° 4872; rapport le 30 décembre par Mlle Weber, n° 5985. Adoption sans débat le 27 janvier 1949 (2^e séance). — Résolution n° 1538.

GOVERNEMENT.

§ 1^{er}. — Proposition de loi de M. Biondi et plusieurs de ses collègues tendant à la réforme de la structure gouvernementale, présentée à l'Assemblée Nationale le 24 juillet 1947 (renvoyée à la Commission de la réforme administrative), n° 2129.

§ 2. — Proposition de loi de M. Boisdon et plusieurs de ses collègues tendant à donner au Conseil des Ministres et aux administrations centrales, dans le cadre des lois constitutionnelles, une structure permanente, présentée à l'Assemblée Nationale le 8 août 1947 (renvoyée à la Commission de la réforme administrative), n° 2319.

§ 3. — Proposition de loi de M. André Godin relative à la composition du Gouvernement, présentée à l'Assemblée Nationale le 11 juillet 1950 (renvoyée à la Commission de la réforme administrative), n° 10552.

§ 4. — général de l'Algérie. — Voy. *Algérie*, §§ 89, 91.

— Voy. aussi *Budget de l'exercice 1947*, §§ 5, 9, 21, 41, 48. — *Budget de l'exercice 1948*, § 42. — *Budget de l'exercice 1950*, § 20. — *Gouvernement*, § 3.

— (Nécessité de départ du). — Voy. BUDGET, *Exercice 1949* (n° 5754).

GOVERNEMENT D'UNION DÉMOCRATIQUE (Nécessité d'un). — Voy. BUDGET, *Exercice 1949* (n° 5754).

« GOVERNEMENT DE VICHY ».

Proposition de résolution de M. Southon et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à proscrire des textes officiels les expressions de « Gouvernement de Vichy » ou « Vichy » pour désigner le soi-disant Gouvernement de l'Etat français, présentée au Conseil de la République le 12 juin 1947, (renvoyée à la Commission de l'intérieur), n° 313 (année 1947); rapport le 24 juillet par M. Couteaux, n° 455 (année 1947). Adoption le 4 décembre 1947. — Résolution n° 296 (année 1947).

GOVERNEMENT VIETNAMIEN. — Voy. BUDGET, *Exercice 1948*, FRANCE D'OUTRE-MER (n° 3027).

GOVERNEUR GÉNÉRAL BAYARDELLE.

— funérailles du. — Voy. *Budget de l'exercice 1947*, § 32.

GOVERNEURS.

— généraux des territoires de la France d'outre-mer. — Voy. *Fonctionnaires*, § 67.

— incompatibilité entre le mandat de parlementaire et les fonctions de. — Voy. *Parlementaires*, § 3.

— (Accumulation des). — Voy. BUDGET, *Exercice 1947*, FRANCE D'OUTRE-MER, (n° 1180).

GRACE AMNISTIANTE. — Voy. *Amnistie*, §§ 10, 18, 19.

GRADES.

— d'assimilation aux membres des F. F. I. et R. I. F. — Voy. *Résistance*, § 35.

GRADÉS. — Voy. *Prisonniers et déportés*, § 1^{er}.

GRAINES.

— oléagineuses. — Voy. *Ravitaillement*, § 37.

GRAISSESAC.

— mines de. — Voy. *Mines*, § 79.

GRAMMONT (loi). — Voy. *Animaux*, § 7.

GRAND.

— Bassam. — Voy. *Parti démocratique de la Côte d'Ivoire*, § 1^{er}.

— Conseil de l'A. E. F. — Voy. *T. O. M.*, §§ 26, 27, 52, 103, 375.

— Conseil de l'A. O. F. — Voy. *T. O. M.*, §§ 26, 66, 103, 374, 420.

— Palais. — Voy. *Domaine de l'Etat*, § 13.

GRANDE-BRETAGNE.

— accord du 20 février 1947 entre la France et la. — Voy. *Traités et conventions*, § 22.

— accord du 11 juin 1948. — Voy. *Traités et conventions*, § 45.

— convention sur les doubles impositions. — Voy. *Traités et conventions*, § 132.

— convention sur les pensions d'invalidité. — Voy. *Traités et conventions*, § 114.

— (**déclarations fiscales en**). — Voy. *BUDGET, Exercice 1949* (n° 5754).

GRANVILLE (réduction de la police à). — Voy. *BUDGET 1951 (Intérieur)* (n° 11041) [6 février 1951] (p. 826).

GRAPHIQUE.

— sérologique de contrôle. — Voy. *Hygiène et santé publique*, § 30.

GRASSE.

— Tribunal de. — Voy. *Avoués*, §§ 1^{er}, 2.

GRATUITÉ.

— d'encaissement des chèques bancaires. — Voy. *Effets de commerce*, § 4.

— du pain pour tout gréviste et sa famille. — Voy. *Grève (mouvements de)*, § 3.

— du transport de charbon aux mineurs. — Voy. *Charbon*, § 13.

— de voyage aux permissionnaires du contingent. — Voy. *Armée*, § 145.

GRÈCE.

— entreprises de navigation maritime ou aérienne. — Voy. *Impôts directs*, § 237.

GREFFE DE LA CORNÉE. — Voy. *Médecine*, § 12.

GREFFES DE JURIDICTION. — Voy. *Organisation judiciaire*, §§ 28, 42.

GREFFIERS.

— et huissiers (cumul des professions de). — Voy. *Organisation judiciaire*, § 42.

— indemnités de fonction des. — Voy. *Traités et salaires*, §§ 4, 9, 10, 12, 13.

— de paix. — Voy. *Commissaires-priseurs*, § 1^{er}.

— de paix et de police. — Voy. *Indemnités*, § 36.

— au tribunal civil de la Seine. — Voy. *Organisation judiciaire*, § 62.

Voy. aussi : *Algérie*, §§ 22, 131. — *Officiers publics et ministériels*, § 1^{er}.

GREFFIERS EN CHEF DES TRIBUNAUX. — Voy. BUDGET, *Exercice 1947*, JUSTICE (n° 1180).

GRÊLE.

§ 1^{er}. — Proposition de loi de M. Tourné et plusieurs de ses collègues tendant à créer un organisme d'Etat de défense contre la grêle sur tout le territoire national, présentée à l'Assemblée Nationale le 18 juin 1948 (renvoyée à la Commission de l'agriculture et pour avis au Conseil économique et à la Commission des finances), n° 4612; avis collectif du Conseil économique le 23 novembre, n° 5632 (Voy. *Agriculture*, § 14).

§ 2. — Proposition de loi de M. Pierre-Fernand Mazuez et plusieurs de ses collègues tendant à organiser, dans le cadre départemental, une défense technique coordonnée contre la grêle, présentée à l'Assemblée Nationale le 24 novembre 1949 (renvoyée à la Commission de l'agriculture), n° 8467.

§ 3. — Proposition de loi de M. Marc Dupuy et plusieurs de ses collègues tendant à compléter l'article premier de la loi du 21 juin 1865, pour permettre à des associations syndicales d'organiser la défense contre la grêle, présentée à l'Assemblée Nationale le 8 février 1950 (renvoyée à la Commission de l'agriculture), n° 9212; rapport le 9 novembre par M. Montagnier, n° 11228. Adoption en 1^{re} délibération le 1^{er} décembre 1950. — Proposition de loi n° 2730.

Transmise au Conseil de la République le 5 décembre 1950 (renvoyée à la Commission de l'agriculture), n° 801 (année 1950); rapport le 28 décembre par M. Brettes, n° 893 (année 1950). Avis n° 5 (année 1951) donné le 12 janvier 1951.

Avis modificatif du Conseil de la République, transmis à l'Assemblée Nationale le 12 janvier 1951 (renvoyé à la Commission de l'agriculture), n° 11911; rapport le 16 février par

M. Montagnier, n° 12248. Adoption définitive sans débat le 16 mars 1951 (1^{re} séance), sous le titre : « Proposition de loi tendant à compléter l'article premier de la loi du 21 juin 1865 pour permettre à des associations syndicales d'organiser la défense contre la grêle et la gelée ». — Proposition de loi n° 2938.

Loi du 20 mars 1951, publiée au J. O. du 21 mars.

§ 4. — prêts aux victimes des orages de. — Voy. *Crédit agricole*, §§ 7, 8.

— Voy. aussi *Calamités atmosphériques*, §§ 175, 230. — *Finances locales*, § 34. — *Impôts directs*, §§ 36, 45. — *Viticulture*, §§ 17, 19.

GRENIER (Départ pour Londres de M. Fernand). — Voy. BUDGET, *Exercice 1949* (n° 5653).

GRENIERS.

— de réserves en A. O. F. — Voy. *T. O. M.*, § 93.

GRENOBLE-BOURG.

— création d'un service de cars. — Voy. *Transports*, § 25.

GRÈVE.

— amnistie pour faits de. — Voy. *Amnistie*, §§ 36, 37.

— des fonctionnaires. — Voy. *Fonctionnaires*, §§ 25, 43.

— générale du 30 novembre 1938. — Voy. *Travail (Réglementation du)*, § 19.

— dans les industries du bâtiment et du bois. — Voy. *Travail (Réglementation du)*, § 18.

— dans les mines. — Voy. *Grève (Mouvements de)*, §§ 11, 12, 13, 14.

— paiement des journées de. — Voy. *Fonctionnaires*, §§ 166, 167, 168.

— dans les P. T. T. et les chemins de fer. — Voy. *Grève (Mouvements de)*, § 6.

— dans les services publics. — Voy. *Grève (Droit de)*, § 3.

Voy. aussi : *Allocations familiales*, § 3. — *République (Défense de la)*.

GRÈVE DES CONTRIBUABLES ET DES ÉPARGNANTS. — Voy. BUDGET, *Exercice 1949* (n° 5754).

GRÈVE DES DOCKERS. — Voy. BUDGET de 1950 (n° 8336).

GRÈVE DE L'IMPÔT. — Voy. BUDGET, *Exercice 1949* (n° 5754).

GRÈVE DANS L'INDUSTRIE SUCRIÈRE. — Voy. BUDGET, *Exercice 1948*, TRAVAIL ET SÉCURITÉ SOCIALE (n° 3027).

GRÈVE DANS L'INDUSTRIE SUCRIÈRE ET RHUMIÈRE A LA GUADELOUPE. — Voy. BUDGET, *Exercice 1948*, INTÉRIEUR (n° 3027).

GRÈVE DES INSTITUTEURS. — Voy. BUDGET, *Exercice 1948*, EDUCATION NATIONALE (n° 2659).

GRÈVE (Menace de — à chaque réduction d'effectif). — Voy. BUDGET, *Exercice 1949* (n° 5754).

GRÈVES DANS LES P.T.T. — Voy. BUDGET, *Exercice 1948*, POSTES, TÉLÉGRAPHES ET TÉLÉPHONES (n° 3027).

— (des transports de la région parisienne). — Voy. BUDGET 1951 (n° 12545) [21 mars 1951] (p. 2310) (n° 41049) RADIO-DIFFUSION [9 avril 1951] (p. 2974) [10 avril 1951] (p. 2996).

GRÈVE (DROIT DE).

§ 1^{er}. — Proposition de résolution de M. Jean-Paul David tendant à inviter le Gouvern

nement à déposer dans le plus bref délai, le projet de loi prévu par la Constitution pour réglementer le droit de grève, présentée à l'Assemblée Nationale le 20 mai 1947 (renvoyée à la Commission du travail) n° 1381.

§ 2. — Proposition de loi de M. Queuille et plusieurs de ses collègues tendant à réglementer l'exercice du droit de grève dans les services dont le fonctionnement ininterrompu est indispensable à la vie de la nation, présentée à l'Assemblée Nationale le 10 juin 1947 (renvoyée à la Commission du travail et pour avis au Conseil économique), n° 1628 ; avis du Conseil économique le 19 août, n° 2447.

DEBAT SUR LA DEMANDE DE DISCUSSION D'URGENCE [18 juin 1947] (p. 2176). Sont entendus : MM. René Pleven, Moisan, Beugniez, *Président de la Commission du travail et de la sécurité sociale* ; Musmeaux, Eugène Claudius-Petit, Lecourt, Minjoz, René Mayer, Bétolaud. Pierre Teitgen, *Ministre d'Etat, Vice-président du Conseil* ; rejet au scrutin de la demande de discussion d'urgence (p. 2181) ; liste des votants (p. 2212).

§ 3. — Proposition de loi de M. July portant réglementation du droit de grève dans les services publics, présentée à l'Assemblée Nationale le 24 juillet 1948 (renvoyée à la Commission du travail), n° 5059.

§ 4. — Proposition de loi de MM. Poimboeuf et Auguste Farinez ayant pour objet de réglementer le droit de grève, en vertu de la Constitution de 1946 et d'interdire le lock out, présentée à l'Assemblée Nationale le 21 février 1950 (renvoyée à la Commission du travail), n° 9270.

GRÈVE (Mouvements de).

§ 1^{er}. — Proposition de résolution de M. Yves Péron et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à faire cesser les poursuites ou sanctions engagées, à l'occasion des récents mouvements de grève et à déposer un projet de loi portant amnistie aux condamnés en raison d'infractions commises à l'occasion de ces mouvements, présentée à l'Assemblée Nationale le 11 décembre 1947 (renvoyée à la Commission de la justice), n° 2827.

DEBAT SUR LA DEMANDE DE DISCUSSION D'URGENCE [19 décembre 1947] (p. 5933). Sont entendus : MM. Pierre Dominjon, *Rapporteur*; François Reille-Soult, Yves Peron, Antoine Demusois, François Leenhardt, Mme Germaine Peyroles, MM. Yves Péron, Pierre Montel, Antoine Demusois, Yves Péron, Maurice Kriegel-Valrimont.

§ 2. — Proposition de résolution de Mme Duvernois et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à réserver sur l'importante quantité d'agrumes disponible, une partie satisfaisant les rations des enfants des villes et des campagnes et à distribuer le surplus gratuitement aux enfants des grévistes, présentée à l'Assemblée Nationale le 12 décembre 1947 (renvoyée à la Commission du ravitaillement), n° 2841.

§ 3. — Proposition de résolution de Mme Denise Bastide et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à prendre de toute urgence, les mesures nécessaires pour assurer la gratuité du pain, pendant deux semaines à tout gréviste et à sa famille, présentée à l'Assemblée Nationale le 12 décembre 1947 (renvoyée à la Commission des finances), n° 2842.

§ 4. — Proposition de résolution de M. Naime et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à faire cesser les poursuites ou sanctions engagées à l'occasion des récents mouvements de grève et à déposer un projet de loi portant amnistie aux condamnés en raison d'infractions commises à l'occasion des ces mouvements, présentée au Conseil de la République le 23 décembre 1947 (renvoyée à la Commission de la justice), n° 920 (année 1947).

§ 5. — Proposition de résolution de Mlle Rumeau tendant à inviter le Gouvernement à ne prendre aucune sanction pour faits de grève contre les membres de l'enseignement public, présentée à l'Assemblée Nationale le 4 février 1948 (renvoyée à la Commission de l'éducation nationale), n° 3255.

§ 6. — Proposition de résolution de M. Poumadère et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à lever les sanctions prises à la suite des grèves dans les

P. T. T. et dans les chemins de fer, présentée à l'Assemblée Nationale le 28 mai 1948 (renvoyée à la Commission des moyens de communication), n° 4369; rapport le 2 juillet par M. Poumadère, n° 4837.

§ 7. — Motion relative aux événements de Clermont-Ferrand, présentée au Conseil de la République le 17 juin 1948 par Mme Brisset et plusieurs de ses collègues (renvoyée à la Commission de l'intérieur), n° 559 (année 1948).

§ 8. — Proposition de résolution de M. Besset et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à déposer un projet de loi d'amnistie visant les grévistes et manifestants de Clermont-Ferrand condamnés à la suite des récents événements survenus dans cette ville, présentée à l'Assemblée Nationale le 2 juillet 1948 (renvoyée à la Commission de la justice), n° 4840; rapport le 5 août par M. Mabrut, n° 5170.

§ 9. — Proposition de résolution de Mme Galicier et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à maintenir le bénéfice des allocations familiales aux travailleurs en grève, présentée à l'Assemblée Nationale le 18 novembre 1948 (renvoyée à la Commission du travail), n° 5620.

DISCUSSION [24 novembre 1948] (p. 7200). Sont entendus sur la demande de discussion d'urgence : M. Louis Beugniez, *Président de la Commission du travail et de la sécurité sociale*; Mme Denise Bastide, MM. Daniel Mayer, *Ministre du Travail et de la Sécurité sociale*; Marius Patinaud, Fernand Bouxom, Albert Petit, Marius Patinaud, Albert Petit, Marius Patinaud; observations relatives à la situation des mineurs et à l'indemnité parlementaire pour 1949; rejet au scrutin (p. 7202); liste des votants (p. 7210).

§ 10. — Proposition de résolution de M. Deixonne et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à indemniser des victimes de l'agression communiste contre la classe ouvrière française, présentée à l'Assemblée Nationale le 30 novembre 1948 (renvoyée à la Commission des finances), n° 5672.

DISCUSSION [9 décembre 1948] (p. 7466). Sont entendus sur la demande de discussion d'urgence : MM. Charles Barangé, *Rapporteur*

général; Maurice Deixonne, *Rapporteur pour avis de la Commission de la production industrielle*; la discussion d'urgence est ordonnée (p. 7466). Sont entendus dans la discussion générale : MM. Alfred Biscarlet, Henri Lespès, Gabriel Roucaute, Raymond Marcellin, *Sous-Secrétaire d'Etat à l'Intérieur*; clôture de la discussion générale (p. 7467); proposition de résolution (p. 7468); contre-projet présenté par M. Rémy Boutavant (*ibid.*); retrait (*ibid.*); rejet au scrutin de la proposition de résolution (p. 7468); liste des votants (p. 7507). = Ont pris part à la discussion de la proposition de résolution : MM. Maurice Deixonne, Henri Lespès, Gabriel Roucaute.

§ 11. — Proposition de résolution de M. de Fraissinette et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à faire bénéficier les mineurs grévistes d'une amnistie ou de la cessation de certaines poursuites, présentée au Conseil de la République le 23 décembre 1948 (renvoyée à la Commission de la justice), n° **II-87 (année 1948)**; rapport le 11 juillet 1949 par M. Reynouard, n° **614 (année 1949)**.

§ 12. — Proposition de loi de M. Camphin et plusieurs de ses collègues tendant à accorder l'amnistie pleine et entière pour les condamnations prononcées contre des travailleurs de la mine et similaires à l'occasion de l'exercice du droit de grève consacré par la Constitution de la République et à faire cesser toutes les poursuites judiciaires engagées à l'occasion des conflits sociaux dans les mines, présentée à l'Assemblée Nationale le 27 décembre 1948 (renvoyée à la Commission de la justice), n° **5936**; rapport collectif le 30 juin 1949 par M. Dominjon, n° **7697 (Voy. ci-dessous, § 17)**.

DÉBAT SUR L'ARBITRAGE DE LA DEMANDE DE DISCUSSION D'URGENCE [19 juillet 1949] (p. 4760). Sont entendus : MM. Dominjon, *Rapporteur*; Lecourt, *Garde des Sceaux*; Camphin; au scrutin, l'urgence est rejetée (p. 4770); liste des votants (p. 4775); nouveau débat sur l'arbitrage de la demande de discussion d'urgence [1^{er} décembre 1949] (p. 6467). Sont entendus : MM. Delahoutre, *Rapporteur*; Minjoz, Mme Darras, MM. Péron, René Mayer, *Garde des Sceaux*; Péron; au scrutin, l'urgence est repoussée (p. 6469); liste des votants (p. 6483).

§ 13. — Proposition de résolution de M. Patinaud et plusieurs de ses collègues

tendant à inviter le Gouvernement à faire réintégrer immédiatement, avec tous leurs droits, les mineurs licenciés à la suite des grèves, présentée à l'Assemblée Nationale le 30 décembre 1948 (renvoyée à la Commission de la production industrielle), n° **5974**.

§ 14. — Proposition de résolution de M. Gabriel Roucaute et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement : 1° à déposer un projet de loi accordant l'amnistie pleine et entière pour les condamnations prononcées contre des travailleurs de la mine à l'occasion de la grève décidée le 4 octobre; 2° à prononcer l'arrêt de toutes les poursuites judiciaires engagées à l'occasion de ce conflit; 3° à faire réintégrer immédiatement, avec tous leurs droits, les mineurs et similaires licenciés ou suspendus à la suite de ce conflit, présentée à l'Assemblée Nationale le 18 janvier 1949 (renvoyée à la Commission de la production industrielle), n° **6074**.

§ 15. — Proposition de résolution de M. Kriegel-Valrimont et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement : 1° à déposer un projet de loi accordant l'amnistie pleine et entière pour les condamnations prononcées contre des travailleurs lors des dernières grèves dans les mines et la sidérurgie; 2° à prononcer l'arrêt de toutes les poursuites judiciaires engagées à l'occasion de ces conflits; 3° à faire réintégrer immédiatement, avec tous leurs droits, les travailleurs licenciés ou suspendus à la suite de ces conflits, présentée à l'Assemblée Nationale le 6 avril 1949 (renvoyée à la Commission de la production industrielle), n° **6942**.

§ 16. — Proposition de résolution de M. Nestor Calonne et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à déposer un projet de loi d'amnistie pleine, entière et immédiate à tous les mineurs emprisonnés et condamnés et à tous les travailleurs frappés pour faits de grève, connexes à la grève ou conséquents à la grève, présentée au Conseil de la République le 7 avril 1949 (renvoyée à la Commission de la justice), n° **316 (année 1949)**.

§ 17. — Proposition de loi de M. Camphin et plusieurs de ses collègues tendant à accorder l'amnistie pleine et entière pour les condamna-

tions prononcées contre des travailleurs de la mine et d'autres corporations à l'occasion de l'exercice du droit de grève consacré par la Constitution de la République, à faire cesser toutes les poursuites judiciaires engagées à la suite des conflits sociaux et à ordonner la remise de toutes les amendes et dommages-intérêts qui ont frappé tous ces travailleurs, présentée à l'Assemblée Nationale le 14 juin 1949 (renvoyée à la Commission de la justice), n° 7449; rapport collectif le 30 juin par M. Dominjon, n° 7967 (Voy. *ci-dessus*, § 12).

§ 18. — Proposition de résolution de M. Renard et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à : 1° retirer les forces de police des entreprises dont le personnel est en grève; 2° accorder aux salariés de la fonction publique une prime mensuelle de 3.000 francs, présentée à l'Assemblée Nationale le 15 mars 1950 (renvoyée à la Commission de l'intérieur), n° 9487.

§ 19. — Proposition de loi de M. Renard et plusieurs de ses collègues tendant à assurer le droit de collectage sur la voie publique en faveur des grévistes et de leurs familles, présentée à l'Assemblée Nationale le 23 mars 1950 (renvoyée à la Commission de l'intérieur), n° 9574.

§ 20. — Proposition de résolution de M. Besset et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à verser un secours d'urgence de 50 millions aux 13.500 ouvriers de l'usine Michelin à Clermont Ferrand, présentée à l'Assemblée Nationale le 26 avril 1950 (renvoyée à la Commission du travail et pour avis à la Commission des finances), n° 9766; rapport le 27 avril par M. Besset, n° 9791; avis de la Commission des finances le 23 mai par M. Lecourt, n° 9997.

DÉBAT SUR L'URGENCE DE LA DISCUSSION [15 juin 1950] (p. 4819). Est entendu : M. Besset, *Rapporteur*; au scrutin, l'urgence est repoussée (p. 4820); liste des votants (p. 4833).

§ 21. — Proposition de loi de M. Ramarony portant réglementation du droit de grève, présentée à l'Assemblée Nationale le 20 décembre 1950 (renvoyée à la Commission du travail), n° 11704.

GRÉVISTES.

- allocations familiales aux. — Voy. *Grève (Mouvements de)*, § 9.
- de Clermont-Ferrand. — Voy. *Grève (Mouvements de)*, § 8.
- collectage en faveur des. — Voy. *Grève (Mouvements de)*, § 19.
- distribution d'agrumes aux enfants de. — Voy. *Grève (Mouvements de)*, § 2.
- gratuité du pain pour les. — Voy. *Grève (Mouvements de)*, § 3.
- impôts dus par les. — Voy. *Impôts (Dispositions générales)*, § 74.

— (**Indemnité de maladie aux — blessés par les gaz lacrymogènes**). — Voy. BUDGET, *Exercice 1948*, TRAVAIL ET SÉCURITÉ SOCIALE (n° 2659).

GRIVÉLERIE. — Voy. *Code pénal*, § 28.

GROSSESSE.

Projet de loi sur la protection de la grossesse, présenté à l'Assemblée Nationale le 25 mars 1947 par M. Georges Marranne, Ministre de la Santé publique (renvoyé à la Commission de la famille), n° 1031.

GROUPEMENTS.

- d'achat. — Voy. *Budget de l'exercice 1948*, § 25.
- interprofessionnel des oléagineux (G. I. O. M.). — Voy. *Agriculture*, § 111.
- de personnes physiques (Mutuelles du logis). — Voy. *Construction immobilière*, § 14.
- de sinistrés. — Voy. *Sinistrés*, § 25.
- Voy. aussi : *Commerce et industrie*, § 6.

GROUPEMENT DES CONTROLES RADIO-ÉLECTRIQUES. — Voy. BUDGET GÉNÉRAL DE L'ÉTAT, *Exercice 1947* (n° 968).

GROUPE.

- de combat. — Voy. *T. O. M.*, § 82.
- sanguins. — Voy. *Médecine*, § 22.

— spéléologique jurassien. — Voy. *Associations*, § 10.

GROUPES ARMÉS (Dissolution des).

Proposition de loi de M. Jacques Duclos et plusieurs de ses collègues tendant à la dissolution des groupes armés du R. P. F., présentée à l'Assemblée Nationale le 2 mai 1950 (renvoyée à la Commission de la justice), n° 9828.

GROUPES SCOLAIRES.

§ 1^{er}. — Proposition de loi de M. Delachenal sur la répartition des dépenses relatives à l'entretien des groupes scolaires, présentée à l'Assemblée Nationale le 22 novembre 1949 (renvoyée à la Commission de l'intérieur), n° 8433.

§ 2. — Proposition de loi de Mme Lucie Guérin et plusieurs de ses collègues tendant à établir un programme de constructions scolaires, présentée à l'Assemblée Nationale le 9 décembre 1949 (renvoyée à la Commission des finances), n° 8663; rapport le 16 novembre 1950 par M. Charles Barangé, n° 11310.

DÉBAT SUR LA DEMANDE DE DISCUSSION D'URGENCE [16 décembre 1949] (p. 6970). Sont entendus : Mme Lucie Guérin, M. Deixonne, Mmes Lucie Guérin, Lempereur, M. Yvon Delbos, *Ministre de l'Éducation nationale*; Mlle Lamblin, Mme Lucie Guérin; au scrutin, l'urgence est repoussée (p. 6972); liste des votants (p. 6983).

§ 3. — Proposition de résolution de M. Vanrullen et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à rendre obligatoire la construction d'un groupe scolaire chaque fois que l'édification d'une cité ou d'un groupe de logements la rend nécessaire en raison du nombre des usagers probables, présentée au Conseil de la République le 27 décembre 1949 (renvoyée à la Commission de l'éducation nationale), n° 931 (année 1949); rapport le 1^{er} juin 1950 par M. Cauvez, n° 383 (année 1950). Adoption le 23 novembre 1950. — Résolution n° 289 (année 1950).

§ 4. — Proposition de loi de M. Deixonne et plusieurs de ses collègues tendant à créer une

caisse autonome des constructions scolaires, présentée à l'Assemblée Nationale le 3 février 1950 (renvoyée à la Commission de l'éducation nationale), n° 9179.

§ 5. — Proposition de loi de M. Hénault et plusieurs de ses collègues tendant à créer des sociétés coopératives familiales scolaires autorisées à emprunter pour construire ou réparer les bâtiments scolaires, présentée à l'Assemblée Nationale le 25 avril 1950 (renvoyée à la Commission de l'éducation nationale), n° 9732.

GRUYÈRE.

— production du. — Voy. *Fromages*.

GUADELOUPE.

— admission des Français à la. — Voy. *T. O. M.*, § 390.

— conférence des Indes Occidentales à la. — Voy. *Budget de l'exercice 1948*, § 16.

— fermage — Voy. *T. O. M.*, § 161.

— F. I. D. E. S. — Voy. *T. O. M.*, § 146.

— incendie de Pointe-à-Pitre. — Voy. *T. O. M.*, § 99.

— législation pénale à la. — Voy. *T. O. M.*, § 223.

— ouverture de crédits comme conséquence de l'érection en département français de la. — Voy. *Budget de l'exercice 1948*, §§ 3, 13.

— sécurité sociale à la. — Voy. *T. O. M.*, §§ 136, 142, 178, 246.

— subvention à la. — Voy. *T. O. M.*, § 168.

— warrants agricoles. — Voy. *T. O. M.*, § 403.

Voy. aussi : *T. O. M.*, §§ 17, 18, 19, 25, 32, 65, 70, 84, 86, 94, 105, 115, 128, 133, 168, 183, 187, 199, 260, 262, 264, 276, 277, 281, 283, 284, 290, 291, 299, 307, 309, 313, 316, 376, 383, 409.

— (Grève dans l'industrie sucrière et rhumière). — Voy. BUDGET, *Exercice 1948*, INTÉRIEUR (n° 3027).

— (Inscription maritime à la). — Voy. BUDGET, *Exercice 1947*, TRAVAUX PUBLICS ET TRANSPORTS (n° 1180).

— (Irrigation de régions de la). — Voy. BUDGET, *Exercice 1948*, AGRICULTURE (n° 3027).

GUÉRIGNY. — Voy. *Marine militaire*, § 3.

GUÉRISSEURS. — Voy. BUDGET 1951 (*Santé publique et Population*) (n° 11046) [26 avril 1951] (p. 4021).

GUERRE.

— d'Espagne. — Voy. *Anciens combattants*, §§ 5, 35.

— au Viet-Nam. — Voy. *Panthéon (Transfert au)*, §§ 5, 6.

— (Débits de boissons détruits par la). — Voy. COMMERCE ET INDUSTRIE (n° 9324).

— (Immeubles détruits par faits de). — Voy. PROPRIÉTÉ COMMERCIALE (n° 1225).

— (Indemnités de). — Voy. INDEMNITÉS (n° 1139).

— (Organisation de la). — Voy. BUDGET, *Exercice 1948* (n° 4059).

— (Suite de faits de). — Voy. SOCIÉTÉS (nos 4076 et 4231).

GUERRE CONTRE L'U.R.S.S. (Préparation d'une). — Voy. BUDGET, *Exercice 1949* (n° 5728).

GUERRE DE 1914-1918.

— officiers invalides de la. — Voy. *Victimes de la guerre*, § 3.

Voy. aussi : *Anciens combattants*, §§ 29, 46, 48. — *Décorations*, §§ 9, 64, 79. — *Marine militaire*, § 1^{er}. — *Prisonniers et déportés*, § 41.

GUERRE DE 1939-1945.

§ 1^{er}. — Proposition de résolution de M. Bouvier O' Cottereau et plusieurs de ses collègues tendant

à inviter le Gouvernement à indemniser les agriculteurs des pertes subies du fait des actes de l'ennemi ou des troupes alliées pendant la guerre 1939-1945, présentée à l'Assemblée Nationale le 4 décembre 1946 (renvoyée à la Commission des finances), n° 6.

§ 2. — Projet de loi maintenant en vigueur au-delà du 1^{er} mars 1947 certaines dispositions prorogées par la loi du 10 mai 1946 portant fixation de la date légale de cessation des hostilités, présenté à l'Assemblée Nationale le 18 février 1947 par M. Paul Ramadier, Président du Conseil (renvoyé à la Commission de la justice et pour avis à la Commission des affaires économiques et à la Commission de la marine marchande), n° 625; rapport le 21 février par Mlle Archimède, n° 692; avis verbal de la Commission des affaires économiques le même jour par M. Chambeiron. Adoption en 1^{re} délibération le 25 février 1947. — Projet de loi n° 46.

Transmis au Conseil de la République le 27 février 1947 (renvoyé à la Commission de la justice), n° 66 (année 1947); rapport par M. Willard, n° 83 (année 1947) et Avis n° 16 (année 1947) donné le 27 février 1947.

Avis modificatif du Conseil de la République transmis à l'Assemblée Nationale le 28 février 1947 (renvoyé à la Commission de la justice), n° 782; rapport verbal par M. Dominjon et Adoption définitive le 28 février 1947. — Projet de loi n° 54.

Loi du 28 février 1947, publiée au J. O. du 1^{er} mars.

DISCUSSION EN PREMIÈRE LECTURE [25 février 1947] (p. 450). Sont entendus : Mlle Archimède, *Rapporteur*; M. Robert Chambeiron, *Rapporteur pour avis de la Commission des affaires économiques*. — Art. 1^{er} (p. 451); amendement présenté par M. Abelin tendant à limiter la durée du fonctionnement du compte spécial du ravitaillement général (*ibid.*); adoption (p. 452); adoption de l'article premier (*ibid.*); amendement présenté par M. Gabelle tendant à proroger l'allocation de salaire unique aux jeunes ménages (*ibid.*); adoption (*ibid.*); adoption de l'ensemble de l'article premier (*ibid.*). — Article nouveau présenté par M. Bruyneel tendant à prolonger le fonctionnement de la poste navale pendant les opérations en Indochine (p. 452); adoption (*ibid.*). — Article premier *bis* (nouveau) présenté par M. Alfred Coste-Floret tendant à proroger la

réglementation provisoire de la presse périodique (p. 464); adoption (*ibid.*). — Art. 2 : adoption (p. 452). — Art. 3 : adoption (*ibid.*). — Article 3 *bis* (nouveau) présenté par M. Abelin, tendant à limiter les dispositions du décret du 1^{er} septembre 1939 sur le ravitaillement général de la nation en temps de guerre (*ibid.*); retrait (p. 453). — Art. 4 (*ibid.*); amendement présenté par M. Girard tendant à égaliser la durée de la prorogation dans la métropole et les territoires d'outre-mer (p. 454); retrait (*ibid.*); amendement présenté par M. Pierre Cot, tendant à déterminer par des lois spéciales les dispositions qui resteront en vigueur dans les territoires d'outre-mer (p. 454); adoption (*ibid.*); adoption du troisième alinéa et de l'ensemble de l'article 4 (*ibid.*). — Art. 5 (*ibid.*); amendement présenté par M. Palewski tendant à remplacer la date du 1^{er} mars 1948 comme limite de prorogation, par celle du 1^{er} septembre 1947 (p. 455); adoption au scrutin (p. 464); liste des votants (p. 479); adoption de l'article 5 (p. 464); adoption de l'ensemble du projet de loi (*ibid.*). — Ont pris part à la discussion des articles : MM. Abelin, d'Astier de la Vigerie, Bruyneel, Pierre Cot, Dominjon, *Président de la Commission de la justice et de législation*; Gabelle, Girard, Leenhardt, Marius Moutet, *Ministre de la France d'outre-mer*; Palewski, Pierre Teitgen, *Ministre d'Etat, Vice-Président du Conseil*.

DISCUSSION EN DEUXIÈME LECTURE

[28 février 1947] (p. 533). Sont entendus : MM. Pierre Dominjon, *Président de la Commission*; Marcel Roclore, *Ministre d'Etat*. — Art. 4 : adoption (p. 533).

§ 3. — Proposition de résolution de M. Jean-Paul David tendant à instituer une commission chargée d'établir et de faire connaître le bilan des pertes survenues dans les armées françaises de terre, de mer et de l'air ainsi que le bilan des destructions et dommages matériels subis par la France et les peuples de l'Union française, de 1939 à 1945, présentée à l'Assemblée Nationale le 20 mars 1947 (renvoyée à la Commission du suffrage universel), n° 973.

§ 4. — Proposition de résolution de MM. Penoy et Blocquaux tendant à inviter le Gouvernement à reconnaître aux habitants du département des Ardennes la qualité d'évacués par ordre afin de les faire bénéficier de certaines dispositions spéciales accordées aux départements du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle, présentée à l'Assemblée Nationale le

5 juin 1947 (renvoyée à la Commission de la reconstruction), n° 1576; rapport le 11 juillet par M. Lareppe, n° 1987. Adoption le 26 juillet 1947. — Résolution n° 280.

§ 5. — Projet de loi maintenant provisoirement en vigueur au-delà du 1^{er} mars 1948 certaines dispositions législatives et réglementaires du temps de guerre prorogées par la loi du 28 février 1947 et la loi du 30 août 1947, présenté à l'Assemblée Nationale le 12 février 1948 par M. Pierre Abelin, Secrétaire d'Etat à la Présidence du Conseil (renvoyé à la Commission de la justice), n° 3326; rapport le 20 février par M. Dominjon, n° 3493. Adoption en 1^{re} délibération le 26 février 1948. — Projet de loi n° 756.

Transmis au Conseil de la République le 27 février 1948 (renvoyé à la Commission de la justice), n° 160 (année 1948); rapport par M. Bordeneuve, n° 169 (année 1948) et Avis n° 44 (année 1948) donné le 27 février 1948.

Avis modificatif du Conseil de la République, transmis à l'Assemblée Nationale le 27 février 1948 (renvoyé à la Commission de la justice), n° 3611; rapport verbal par M. Dominjon et Adoption définitive le 27 février 1948. — Projet de loi n° 769.

Loi du 28 février 1948 publiée au *J. O.* du 29 février.

DISCUSSION EN PREMIÈRE LECTURE

[26 février 1948] (p. 1144). Sont entendus dans la discussion générale : MM. Pierre Dominjon, *Rapporteur*; André Colin, *Rapporteur pour avis de la Commission de la marine marchande et des pêches*; Fernand Mauroux, *Rapporteur pour avis de la Commission des affaires économiques*; clôture de la discussion générale (p. 1145). — Art. 1^{er} (p. 1145); amendement présenté par M. Marcel Rosenblatt tendant à ne pas maintenir en vigueur l'article 9 de l'ordonnance du 13 septembre 1945 relative à la réglementation de la presse périodique dans les départements du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle (p. 1145); demande de renvoi de l'article à la Commission présentée par M. Joseph Wasmer (p. 1146); rejet de la demande de renvoi (*ibid.*); rejet de l'amendement (p. 1146); demande présentée par le Gouvernement tendant à reprendre son texte initial (p. 1146); adoption de l'article premier avec le texte modifié par la Commission (*ibid.*); amendement présenté par M. Gau tendant à insérer après l'article premier un nouvel article relatif aux locations et réquisitions de

jardins ouvriers et familiaux (p. 1147); adoption de l'amendement de M. Gau (*ibid.*). — Art. 2 (p. 1147); amendement présenté par M. Leenhardt tendant à limiter dans le temps la prorogation des textes relatifs aux groupements d'achat (p. 1148); retrait (*ibid.*). — Art. 3, 4 et 5 : adoption (*ibid.*); adoption de l'ensemble du projet de loi (p. 1148). = Ont pris part à la discussion des articles : MM. Pierre Abelin, *Secrétaire d'Etat à la Présidence du Conseil*; Jean Cayeux, Albert Gau, Henri-Louis Grimaud, *Président de la Commission*; Michel Kauffmann, André Marie, *Garde des Sceaux*; Fernand Mauroux, René Mayer, *Ministre des Finances et des Affaires économiques*; Raymond Mondon, Marcel Rosenblatt, Olivier de Sesmaisons, Joseph Wasmer.

DISCUSSION EN DEUXIÈME LECTURE [27 février 1948] (p. 1215). — Est entendu sur la demande de discussion d'urgence : M. Pierre Dominjon, *Rapporteur*; la discussion d'urgence est ordonnée (p. 1215). — Art. 1^{er bis} (*ibid.*); amendement présenté par M. Albert Gau tendant à reprendre le texte relatif à la prorogation jusqu'au 1^{er} novembre 1949 de la législation sur les jardins ouvriers (p. 1215); retrait (p. 1216); la disjonction demandée par le Conseil de la République est maintenue (*ibid.*). — Art. 4 : adoption (*ibid.*); adoption de l'ensemble du projet de loi (*ibid.*). = Ont pris part à la discussion des articles : M. l'abbé Gau, M. André Marie, *Garde des Sceaux*.

§ 6. — Proposition de résolution de M. Chérier et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à établir d'urgence la nomenclature des formations militaires combattantes au cours de la guerre 1939-1945, présentée à l'Assemblée Nationale le 13 février 1948 (renvoyée à la Commission des pensions), n° 3387; rapport le 27 mai par M. Mouton, n° 4335. Adoption sans débat le 11 juin 1948 (2^e séance). — Résolution n° 1025.

§ 7. — Proposition de résolution de M. Robert Prigent tendant à inviter le Gouvernement à modifier le décret du 16 juillet 1947 déterminant les modalités d'application de la loi du 16 octobre 1946 relative au transfert gratuit et à la restitution des corps des anciens combattants et victimes de la guerre, présentée à l'Assemblée Nationale le 3 juin 1948 (renvoyée à la Commission des pensions), n° 4440; rapport le 8 juillet par M. Devemy, n° 4923. Adoption sans débat le 10 novembre 1949 (2^e séance). — Résolution n° 2096.

§ 8. — Proposition de résolution de M. Jaouen et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à accorder la restitution aux familles et le transfert à titre gratuit des corps des anciens combattants et victimes de la guerre, présentée au Conseil de la République le 14 décembre 1948 (renvoyée à la Commission des pensions), n° II-42 (année 1948); rapport le 30 juin 1949 par Mme Cardot, n° 547 (année 1949); rapport supplémentaire le 7 juillet par Mme Cardot, n° 583 (année 1949). Adoption le 12 juillet 1949. — Résolution n° 223 (année 1949).

§ 9. — Projet de loi maintenant provisoirement en vigueur au-delà du 1^{er} mars 1949 certaines dispositions législatives et réglementaires du temps de guerre prorogées par la loi du 28 février 1948, présenté à l'Assemblée Nationale le 11 février 1949 par M. Henri Queuille, Président du Conseil (renvoyé à la Commission de la justice), n° 6432; rapport verbal par M. Dominjon et Adoption en 1^{re} délibération le 24 février 1949 (1^{re} séance). — Projet de loi n° 1606.

Transmis au Conseil de la République le 24 février 1949 (renvoyé à la Commission de la justice), n° 159 (année 1949); rapport par M. Georges Pernot, n° 183 (année 1949) et Avis n° 50 (année 1949) donné le 25 février 1949.

Avis conforme du Conseil de la République transmis à l'Assemblée Nationale le 25 février 1949. — Projet de loi n° 1616.

Loi du 26 février 1949, publiée au *J.O.* du 27 février.

§ 10. — Projet de loi maintenant provisoirement en vigueur au-delà du 1^{er} mars 1950 certaines dispositions législatives et réglementaires du temps de guerre prorogées par la loi du 26 février 1949, présenté à l'Assemblée Nationale le 8 février 1950 par M. Georges Bidault, Président du Conseil (renvoyé à la Commission de la justice), n° 9221; rapport verbal le 23 février par M. Grimaud. Adoption en 1^{re} délibération le 24 février 1950 (1^{re} séance). — Projet de loi n° 2254.

Transmis au Conseil de la République le 28 février 1950 (renvoyé à la Commission de la justice), n° 125 (année 1950); rapport par M. Marchacy, n° 126 (année 1950) et Avis n° 45 (année 1950) donné le 28 février 1950.

Avis modificatif du Conseil de la République transmis à l'Assemblée Nationale le 28 février 1950 (renvoyé à la Commission de la justice), n° 9380 ; rapport verbal par M. Grimaud et Adoption définitive le 28 février 1950 (3^e séance). — Projet de loi n° 2275.

Loi du 28 février 1950, publiée au *J. O.* du 1^{er} mars.

DISCUSSION EN PREMIÈRE LECTURE

[23 février 1950] (p. 1347) ; [24 février 1950] (p. 1410). Est entendu : M. Grimaud, *Président de la Commission de la justice* ; motion préjudicielle présentée par M. Villon tendant au renvoi du projet à la Commission de la défense nationale (p. 1347) ; sont entendus sur la motion préjudicielle : MM. Villon, Grimaud, *Président de la Commission de la justice* ; Montel, *Président de la Commission de la défense nationale* ; Robert Prigent, *Secrétaire d'Etat à la Présidence du Conseil* ; rejet au scrutin de la motion préjudicielle (p. 1348) ; liste des votants (p. 1361) ; sont entendus dans la discussion générale : MM. Toujas (p. 1348, 1349) ; Prigent, *Secrétaire d'Etat à la Présidence du Conseil* (p. 1349) ; clôture de la discussion générale (p. 1349) ; contre-projet présenté par Mme Denise Bastide (p. 1349) ; au scrutin, le contre-projet n'est pas pris en considération (p. 1350) ; liste des votants (p. 1363). — Art. 1^{er} (p. 1350) ; amendement présenté par M. Péron tendant à supprimer l'alinéa prorogeant le décret relatif aux inventions intéressant la défense nationale (p. 1350) ; rejet (p. 1350) ; amendement présenté par M. Péron tendant à supprimer les deux derniers alinéas relatifs aux réserves de l'armée de l'air (p. 1350) ; rejet (p. 1351) ; adoption de l'article premier (p. 1352). — Art. 2 (p. 1352) ; amendement présenté par M. Toujas tendant à supprimer cet article relatif à l'organisation de la nation en temps de guerre (p. 1352) ; rejet (p. 1352) ; adoption au scrutin de l'article 2 (p. 1352) ; liste des votants (p. 1364). — Art. 3 (p. 1354) ; amendement présenté par Mlle Archimède tendant à supprimer cet article relatif aux conditions d'emploi des ressources des territoires d'outre-mer (p. 1352) ; rejet au scrutin (p. 1352) ; liste des votants (p. 1366) ; adoption de l'article 3 (p. 1353). — Art. 4 (p. 1353) ; amendement présenté par M. Halbout tendant à supprimer le sixième alinéa relatif aux réquisitions d'immeubles effectuées au profit des services publics (p. 1353) ; l'amendement et l'article 4 sont réservés (p. 1354) ; rejet au scrutin de l'amendement (p. 1411) ; liste des votants (p. 1367) ; amendement présenté par M. Yvon tendant à prévoir le cas où l'occupation empêche la recons-

truction des logements sinistrés (p. 1411) ; adoption (p. 1411) ; adoption au scrutin de l'article 4 (p. 1411) ; liste des votants (p. 1423). — Art. 5 : adoption (p. 1354). — Art. 6 (p. 1354) ; amendement présenté par M. Toujas tendant à n'appliquer que certains alinéas à l'Algérie (p. 1354) ; rejet au scrutin (p. 1354) ; liste des votants (p. 1369) ; amendement présenté par Mlle Archimède tendant à préciser que les dispositions de la loi ne sont pas applicables aux D. O. M. (p. 1411) ; rejet au scrutin (p. 1412) ; liste des votants (p. 1424) ; adoption de l'article 6 (p. 1412) ; adoption au scrutin de l'ensemble du projet de loi (p. 1412) ; liste des votants (p. 1426). = Ont pris part à la discussion des articles : Mlle Archimède, Mme Denise Bastide, MM. Grimaud, *Président de la Commission* ; Halbout, Montel, Péron, Prigent, *Secrétaire d'Etat à la Présidence du Conseil* ; Toujas.

DISCUSSION EN SECONDE LECTURE

[28 février 1950] (p. 1558). Sont entendus : MM. Grimaud, *Président de la Commission* ; Cayeux, Robert Prigent, *Secrétaire d'Etat à la Présidence du Conseil* ; clôture de la discussion générale (p. 1559). — Art. 1^{er} (p. 1559) ; adoption (p. 1559). — Art. 4 (p. 1559) ; amendement présenté par M. Villon relatif à la restitution des terrains utilisés comme camps d'aviation (p. 1560) ; rejet au scrutin (p. 1560) ; liste des votants (p. 1604) ; adoption de l'article 4 (p. 1560) ; adoption au scrutin de l'ensemble du projet de loi (p. 1560) ; liste des votants (p. 1606). = Ont pris part à la discussion des articles : MM. Robert Prigent, *Secrétaire d'Etat à la Présidence du Conseil* ; Toujas, Villon.

§ 11. — Projet de loi maintenant provisoirement en vigueur au-delà du 1^{er} mars 1951 certaines dispositions législatives et réglementaires du temps de guerre prorogées par la loi du 28 février 1950, présenté à l'Assemblée Nationale le 9 février 1951 par M. Bourguès-Maunoury, Secrétaire d'Etat à la Présidence du Conseil (renvoyé à la Commission de la justice), n° 12150 ; rapport le 22 février par M. Wasmer, n° 12315. Adoption en 1^{re} délibération le 28 février 1951 (1^{re} séance). — Projet de loi loi n° 2917.

Transmis au Conseil de la République le 1^{er} mars 1951 (renvoyé à la Commission de la justice), n° 147 (année 1951) ; rapport par M. Marciilhacy, n° 153 (année 1951) et Avis n° 65 (année 1951) donné le 1^{er} mars 1951.

Avis conforme du Conseil de la République

transmis à l'Assemblée Nationale le 1^{er} mars 1951. — Projet de loi n° 2920.

Loi du 1^{er} mars 1951 publiée au *J. O.* du 2 mars.

DISCUSSION [28 février 1951] (p. 1698). Sont entendus : MM. Wasmer, *Rapporteur*; Toujas ; clôture de la discussion générale (p. 1699). — Art. 1^{er} (p. 1699); amendement présenté par M. Toujas tendant à supprimer les cinquième, sixième et septième alinéas relatifs aux inventions intéressant la défense nationale, au recrutement de l'armée de mer et aux réserves de l'armée de l'air (p. 1699); rejet (p. 1699); adoption de l'article premier (p. 1699). — Art. 2 (p. 1699); amendement présenté par M. Toujas tendant à supprimer l'article 2 relatif aux réserves de l'armée de l'air (p. 1699); rejet au scrutin (p. 1699); liste des votants (p. 1713); adoption de l'article 2 (p. 1699). — Art. 3 (p. 1699); amendement présenté par M. Toujas tendant à supprimer l'article 3 rendant la présente loi applicable à l'Algérie (p. 1699); rejet (p. 1700); adoption de l'article 3 (p. 1700); amendement présenté par M. Toujas tendant à abroger le texte intéressant la réquisition des établissements et de la main-d'œuvre (p. 1700); rejet au scrutin (p. 1700); liste des votants (p. 1714); adoption au scrutin de l'ensemble du projet de loi (p. 1700); liste des votants (p. 1716). — Ont pris part à la discussion des articles : MM. Dominjon, *Président de la Commission*; Toujas, Wasmer, *Rapporteur*.

§ 12. — dernières volontés des déportés pendant la. — Voy. *Résistance*, § 17.

— personnes qui ont perdu leur mobilier au cours de la. — Voy. *Sinistrés*, § 13.

— valeur des campagnes de. — Voy. *Pensions militaires*, § 47.

Voy. aussi : *Anciens combattants*, §§ 7, 10, 49, 47, 48, 50. — *Décisions de justice*, § 2. — *Fonctionnaires*, §§ 29, 31, 49. — *Pensions militaires*, § 33.

— (Retard subi par les fonctionnaires dans leur carrière). — Voy. BUDGET 1951 (n° 12850) (*Exécution du budget 1951*) [18 mai 1951] (p. 5535).

— (Profession commerciale exercée dans un immeuble détruit par faits de guerre). — Voy. BUDGET 1951 (n° 12850) (*Exécution du budget 1951*) [18 mai 1951] (p. 5550). — BUDGET 1951 (n° 13357) (*Loi de finances*) [22 mai 1951] (p. 5764).

GUIDES.

— de montagne. — Voy. *Tourisme*, § 3.

GUIL. — Voy. *Calamités atmosphériques*, §§ 74, 75.

GUILLOTINE (Résultats donnés par la Commission de la). — Voy. BUDGET, *Exercice 1949* (n° 5754).

GUINÉE FRANÇAISE. — Voy. *T. O. M.*, § 23, 92.

GUYANE FRANÇAISE.

— admission des Français à la. — Voy. *T. O. M.*, § 390.

— bureau agricole en. — Voy. *T. O. M.*, § 439.

— bureau forestier. — Voy. *T. O. M.*, § 372.

— conseil des mines en. — Voy. *T. O. M.*, § 266.

— cour d'appel en. — Voy. *T. O. M.*, § 366.

— exonération fiscale à la. — Voy. *Impôts (Dispositions générales)*, § 80.

— fermage. — Voy. *T. O. M.*, § 161.

— F.I.D.E.S. — Voy. *T. O. M.*, § 146.

— Institut français d'Amérique tropicale en. — Voy. *T. O. M.*, § 377.

— législation pénale à la. — Voy. *T. O. M.*, § 223.

— organisation judiciaire en. — Voy. *T. O. M.*, § 368.

— sécurité sociale à la. — Voy. *T. O. M.*, §§ 136, 142, 178, 246.

— services pénitentiaires en. — Voy. *T. O. M.*, § 333.

— territoire de l'Inini en. — Voy. *T. O. M.*, § 332.

— valeur du franc à la. — Voy. *Changes (Réglementation des)*, §§ 3, 8.

— warrants agricoles. — Voy. *T. O. M.*, § 403.

Voy. aussi : *Budget de l'exercice 1948*, §§ 3, 13. — *T. O. M.*, §§ 18, 25, 32, 65, 70, 84, 86, 94, 105, 128, 133, 183, 187, 260, 262, 264, 276, 277, 281, 283, 284, 290, 299, 307, 309, 313, 316, 383.